

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

LILLE, 105, rue de Paris
PARIS, 43, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix - Tourcoing

BUREAUX: Téléphone
ROUBAIX 351-17
45, rue de la Gare, 45

Tourcoing Téléphone
1-85
3, rue Fidele Lohoucq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME.

LES REVENDICATIONS DES FONCTIONNAIRES LE COMLOT DES « CAGOUULARDS » **Pour la deuxième fois**

LE GOUVERNEMENT a maintenu ses propositions devant la Chambre

« ON NE PEUT ALLER PLUS LOIN. JE NE VEUX, POUR RIEN AU MONDE, RISQUER DE METTRE LE BUDGET EN DÉSÉQUILIBRE ET DE COMPROMETTRE LA MONNAIE », A DÉCLARÉ LE PRÉSIDENT DU CONSEIL QUI EST DE PLUS EN PLUS RÉSOLU A POSER LA QUESTION DE CONFIANCE



M. CHAUTEPS à la tribune.

une heure en 2 pu croire, ainsi, à la Chambre au début de l'après-midi, que l'accord était enfin conclu et qu'aucune difficulté ne subsistait plus.

Mais c'était une fausse joie. Mis au courant, le président du Conseil et le ministre des Finances se sont empressés de faire connaître, par l'intermédiaire de la délégation des gauches et le Cartel des services publics, il était sur des bases qui ne pouvaient être acceptées par le gouvernement. On devine aisément les réactions que produisit cette mise au point et l'émotion profonde avec laquelle le refus du gouvernement de consentir des dépenses supplémentaires à ses dernières propositions fut accueilli.

Il s'ensuivit de multiples réunions, tandis que la délégation des gauches siégeait pour ainsi dire en permanence.

Enfin M. Chautemps, en complet accord avec ses collègues, a obtenu une particulière fermeté qu'il se refusait à aller plus loin dans la voie des concessions afin de ne pas compromettre le sort de la monnaie et l'équilibre du budget et qu'il était de plus en plus résolu à poser la question de confiance afin de « donner à chaque parti du Front populaire l'occasion de prendre publiquement ses responsabilités et l'ait ainsi tout particulièrement, allusion à l'attitude des communistes accusés par certains de manœuvrer pour inciter les fonctionnaires à se dresser contre le gouvernement et à se montrer intransigeants.

En fin de journée, à leur tour, les représentants du Cartel des services publics, firent connaître que, dans ces conditions, ils revenaient sur leur acceptation et maintenaient entièrement leur position antérieure, c'est-à-dire leurs revendications. Pendant ce temps, le commissaire des finances laisse d'atten-

LE CARTEL DES SERVICES PUBLICS A FAIT SAVOIR A LA DÉLÉGATION DES GAUCHES QU'IL NE POUVAIT ACCEPTER LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES MAIS LE GROUPE SOCIALISTE ET CELUI DE L'UNION SOCIALISTE ET RÉPUBLICAINE ONT DÉCIDÉ DE VOTER POUR CELLES-CI

le texte définitif, s'ajourne à 21 heures pour l'examen du projet gouvernemental auquel devait s'engager la discussion publique et la Chambre, faisant de même se renvoyait à 22 heures.



M. BRACHARD

A LA RECHERCHE D'UN ACCORD

Paris, 25. En prévision du débat sur le projet de loi tendant à accorder des indemnités de cherté de vie aux fonctionnaires, retraités et pensionnés, plusieurs groupes politiques ont été convoqués ce matin. La délégation des gauches, qui avait fixé sa réunion à 9 h. 30, l'a renvoyée à 11 h. 30 pour permettre aux groupes qui y sont représentés de délibérer séparément.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Le Général Duseigneur et Eugène Deloncle ont été écroués à la Santé

Les perquisitions se poursuivent et on a visité, notamment, les bureaux du « Courrier Royal »

PRÈS DE CAMBRAI, AU CHATEAU DE MORENCHIES, PROPRIÉTÉ

DU FRÈRE DE M. DE LA MOTTE SAINT-PIERRE,

ARRÊTÉ RÉCEMMENT A PARIS,

ON DÉCOUVRE DEUX MILLE CARTOUCHES ET UN FUSIL MAUSER



Le Général DUSEIGNEUR

Paris, 25. — Le chef du C.S.A.R., M. Eugène Deloncle, a été arrêté, cette nuit, vers 1 h. au coin de la rue de Rivoli et de la place du Théâtre-Français, par le commissaire Forché et les inspecteurs Bourdellier et Jonquey. Cet inculpé fut immédiatement conduit, menotté aux poignets, à la Sûreté nationale, où il a passé la nuit dans le bureau d'un commissaire. Son interrogatoire, commencé



Le Sergent CHERON

des amis politiques, dont il a refusé d'indiquer les noms.

Le général Duseigneur occupe une place de premier plan dans l'industrie.

Quant au général Duseigneur, on sait que cet ancien officier aviateur occupe



Les enquêteurs à la Citadelle de CAMBRAI. De gauche à droite : MM. le brigadier LEVROU, le sous-brigadier de Sûreté LAUNOY, le sous-brigadier BISIAUX et GILLET, commissaire de police

vers 9 h. se poursuivait à 12 h. 30. C'est le commissaire Jobard qui a été chargé de recueillir sa déposition.

Eugène Deloncle n'était pas en voyage

Le chef du Comité secret d'action révolutionnaire est le frère de M. Henri Deloncle, actuellement à la Santé. Il est né le 20 juin 1890 à Brest et a deux enfants. Ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur de première classe du régime maritime, il est titulaire de la croix de chevalier de la Légion d'honneur et de la croix de guerre.

Il a reconnu qu'il avait volontairement quitté son domicile depuis la découverte du complot et qu'il s'était réfugié chez

une place de tout premier plan dans l'industrie et le monde des affaires.

Le nom du général Duseigneur avait été prononcé au moment de la première affaire dite des « Cagouliers ». On n'ignorait pas que le général était en rapports à cette époque avec l'un des personnages arrêtés. Haraspe, et que son activité politique était aussi grande qu'elle était secrète. Pourtant on n'avait point songé à cette époque à l'interroger. Il semble que les relations qu'il entretenait aussi avec M. Edouard Deloncle, le commandant Le Marequier qui eut jadis une fonction à la présidence de la République, attirèrent, à nouveau, sur lui, l'attention des enquêteurs.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

Paul FAUCQUEUR, « LA SOURIS AUDOMAROISE » a comparu devant les Assises DU PAS-DE-CALAIS

IVRE, IL AVAIT TUÉ A COUPS DE COUTEAU UN JEUNE NOCTAMBULE AU SORTIR D'UN ÉTABLISSEMENT DE JOIE A SORTIR D'UN RÉGLEMENT DE CONSUMATIONS

LES JURES L'ONT CONDAMNÉ A 15 ANS DE TRAVAUX FORCÉS



Paul FAUCQUEUR, dit « la Souris », devant ses juges.

On vit rarement autant de monde aux Assises du Pas-de-Calais. Plusieurs centaines de personnes se purent avoir accès et furent refoulées dans le hall.

Il est vrai que l'affaire s'est déroulée dans la ville même de Saint-Omer et que l'accusé comparait devant les jurés pour la deuxième fois dans l'intervalle de dix-huit mois.

Inculpe l'an dernier de vol qualifié, « la Souris » fut acquitté, faute de preuves suffisantes, peut-être, mais sur-

(LIRE LA SUITE EN TROISIÈME PAGE)

La solennité officielle de clôture de l'Exposition

ELLE S'EST DÉROULÉE HIER AU TROCADERO, EN PRÉSENCE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DES DISCOURS ONT ÉTÉ PRONONCÉS PAR MM. LABBÉ, COMMISSAIRE GÉNÉRAL ; LE GÉNÉRAL PICCIO, COMMISSAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT ITALIEN ET CHAPSAL, MINISTRE DU COMMERCE FRANÇAIS

LIRE NOTRE INFORMATION EN CINQUIÈME PAGE

UN INCENDIE FAIT DEUX MILLIONS DE DEGATS DANS UNE FILATURE DE ROUBAIX

LES 225 OUVRIERS ET OUVRIÈRES OCCUPÉS PAR L'USINE ONT DU CHOMER JEUDI MATIN



UN COIN DE L'ATELIER SINISTRÉ. LIRE NOTRE INFORMATION EN TROISIÈME PAGE

M. Daladier visite notre frontière



Se rendant à Metz où il assiste à une revue des troupes, M. DALADIER s'est arrêté à Boulay, sur la frontière sarroise. Après avoir passé la nuit à la Préfecture, le Ministre de la Défense nationale est reparti jeudi matin à 8 heures avec sa suite en direction de Thionville. Les honneurs lui ont été rendus par un bataillon de 12^e Tirailleurs. A son passage à Thionville, le Ministre a été salué par la Municipalité. Ensuite il a poursuivi sa route vers la ligne fortifiée Longuepont-Montmédy. Notre photo montre : Au centre : M. DALADIER ; à gauche : le Général GAMBLIN ; à droite : le Général LE BLEU.

EN SPORTS

LE STADE DU S.C. FIVOIS SERAIT PROCHAINEMENT ACOUIS PAR LA VILLE DE MONS-EN-BARŒUL.

LA SAINTE-CATHERINE



Dés hier matin, les fêtes cathédrales ont été également très printemps. Dans les ateliers, le champagne a coulé, dans les artères de la pavillonnaire de joyeux groupes ont défilé.